

JUIN 2014 - N°3/4 - LE JOURNAL QUI GÂCHE VOS VACANCES



# ESQUIVE

## VIVE LE FEU!

CURABILIS, P.3

INFO POLICE, P.2

GATE GOURMET, PP. 7-8

BÈDÈ, P. 10



# ACTION DIRECTE POUR UN SALAIRE INDIRECT

## QUELQUES NOTES ÉPARSES APRÈS LA CLAQUE DU SALAIRE MINIMUM

Le 18 mai, les citoyens suisses — cette étrange minorité votante qui gouverne le pays — ont fait un gros doigt d'honneur aux travailleurs pauvres en refusant à 76,3 % d'instaurer un salaire minimum.

Un résultat pareil impose d'ouvrir une réflexion parmi celles et ceux qui se posent la question de comment arracher, ici et maintenant, des meilleures conditions d'existence. Relancer une discussion sur la possibilité qu'un quelconque État puisse être « social » nous intéresse assez peu. Plus que d'un débat philosophique nous avons le besoin urgent de poser quelques pistes pour un débat stratégique

D'abord, nous espérons que cette votation a rendu évident, même au démocrate le plus convaincu, qu'il est impensable, aujourd'hui, d'obtenir des avancées sociales à travers des initiatives dites – sans peur du ridicule – « populaires ». Cette époque est celle de la mesquinerie contre les étrangers et de la trouille généralisée. S'affranchir de la fiction citoyenne qui voudrait que le peuple ne se trouve que dans les urnes n'est pas une position idéologique; c'est une réalité matérielle et une nécessité pratique pour essayer de faire gagner en puissance nos revendications.

Ces initiatives ne sont pas seulement inutiles; elles commencent aussi à devenir nocives. Au lieu de tenter sérieusement d'affronter la question de la création de rapports de force solides sur les lieux de travail et ailleurs afin de faire plier un patronat toujours plus décomplexé et méprisant, on préfère dépenser argent et énergies dans des votations perdues à l'avance.

Nous croyons qu'il faut arrêter de demander à l'Etat une carotte qui devient de plus en plus mince et hors de portée. Si les votants ne veulent pas garantir de plus hauts salaires, pas la peine d'être rusé pour comprendre qu'il faut diminuer nos charges. Et si l'État ne peut plus améliorer nos conditions d'existence, il faut se poser la question de comment prendre, nous-mêmes, en main nos besoins.

Dans ce sens, articuler la question des salaires avec le logement nous semble un terrain particulièrement fertile. Les mouvements d'occupations

en Italie et en Espagne nous ont bien montré la force que peut acquérir une telle dynamique. Le loyer nous sucre la moitié de nos minces salaires et Genève pullule de bâtiments vides. Les occupations permettent de répondre par l'action directe à des besoins immédiats, mettent sur le devant de la scène la répartition inégale des richesses et attirent l'attention sur la spéculation immobilière. Et questionnent la sacro-sainte notion de légalité qui est toujours à la faveur des puissants de cette ville.

Si l'on ne peut pas avoir un salaire minimum, concentrons nous sur le fait d'avoir un minimum de charges.

À défaut d'édito, ESQUIVE vous a proposé ces quelques réflexions sur une lutte possible. La discussion est ouverte et vous pouvez y participer en écrivant à:

[esquive@riseup.net](mailto:esquive@riseup.net)

## MINIMUM DE SALAIRE

Alléché par la perspective d'être payé 50 francs de l'heure pour veiller sur des personnes âgées, un des prolétaires de la rédaction d'Esquive s'est rendu à un entretien chez Linea Home Services aux Charmilles.

Quelle n'a pas été pas la surprise de notre rédacteur quand la personne qui lui fait passer son entretien lui apprend que les 55 francs de salaire couvrent en fait les 16 heures d'une veille. Soit 3,44 francs de l'heure.

L'administrateur de cette société s'appelle Olivier Büll et il est vice-président de la Fondation du Festival de la Bâtie. Un festival qui se veut "politique" cette année...

## LA NAUSÉE DU MOIS



# LA POLICE T'OBSERVE, OBSERVE LA POLICE!

Le paysage médiatique romand s'enrichit d'un nouvel outil qui scrute l'institution policière. Une tentative de remettre en question le règne policier que nous subissons.

Esquive a découvert le BIP! – Bulletin Info Police – et profite de ce numéro pour relayer cette excellente initiative. Le BIP!, c'est "un bulletin d'information à publication plus ou moins régulière qui est adossé à un site internet – infopolice.ch. Son objectif est de regrouper et diffuser des informations sur la police en Suisse, de proposer une revue de presse critique et un discours qui tranche avec l'hystérie du tout-sécuritaire dans laquelle la Suisse baigne."

Dans la présentation du site, on peut encore lire que, "face au constat de l'infiltration de la police et de ses logiques dans tous les domaines de nos vies, nous souhaitons diffuser un bulletin qui questionne l'institution policière et en décrit sa nocivité. Comme la prison, comme l'asile psychiatrique, la police est une invention récente; elle n'est pas une institution éternelle. Nous espérons que ce bulletin ira dans le sens de sa disparition." Esquive n'aurait pas dit mieux.

Chaque semaine, les articles traitant des nombreuses "affaires" policières complaisamment relatées par les journaux romands sont rassemblés et introduits dans les revues de presse, puis mis en perspectives dans une newsletter. Du procès du

bourreau Edwin Sperisen aux revendications syndicales des poulets, en passant par les inévitables rafles dans les quartiers jugés chauds, seul l'humour un peu cynique des rédacteurs du bulletin permet de ne pas craquer devant autant de complicité des journalistes de nos contrées.

Parce qu'il faut une bonne dose de recul pour apprécier la bassesse du soutien inconditionnel des scribouillards de la Tribune de Genève à leurs camarades policiers. Qui d'autre oserait conclure un article sur un flic accusé d'avoir téléchargé pendant huit ans des photos et vidéos à caractère pédophile par: "il était irréprochable. Franchement, mis à par le fait qu'il a fauté, ce n'est pas le mec qu'on aurait voulu voir partir." Qui a parlé de complicité?

Avec déjà une dizaine de revues de presse et deux newsletters à son actif, le BIP! a été une des bonnes surprises de ce printemps. Pour s'y inscrire ou transmettre des témoignages de violences policières, il suffit d'écrire à:

bipbip@riseup.net  
www.infopolice.ch

## LA PETITE CUISINE DE THIERRY CERUTTI

"On ne peut pas faire une omelette sans casser des oeufs" a récemment lancé Thierry Cerutti, élu policier du MCG au Grand Conseil. Sauf que la nouvelle Maïté au képi s'exprime au sujet du procès d'Erwin Sperisen et que les oeufs en question font référence aux sept assassinats commis lors de l'assaut de la prison de Pavon au Guatemala en 2006 et dirigée par le prévenu, alors chef de la police. Durant l'instruction et le procès, Thierry n'a cessé de clamer l'innocence de son pote – un chouette relation était née autour de l'échange de pin's – puis de dénoncer une justice "politisée et donc partielle" après le rendu du jugement le condamnant à la prison à vie.

La Justice serait donc un instrument du pouvoir, un outil des puissants? Tout du moins, elle se trompe de cible en s'attaquant aux personnes qui partagent de vraies valeurs: le nettoyage social, l'assassinat comme "mesure nécessaire" contre "les individus socialement indésirables", dixit le bourreau.

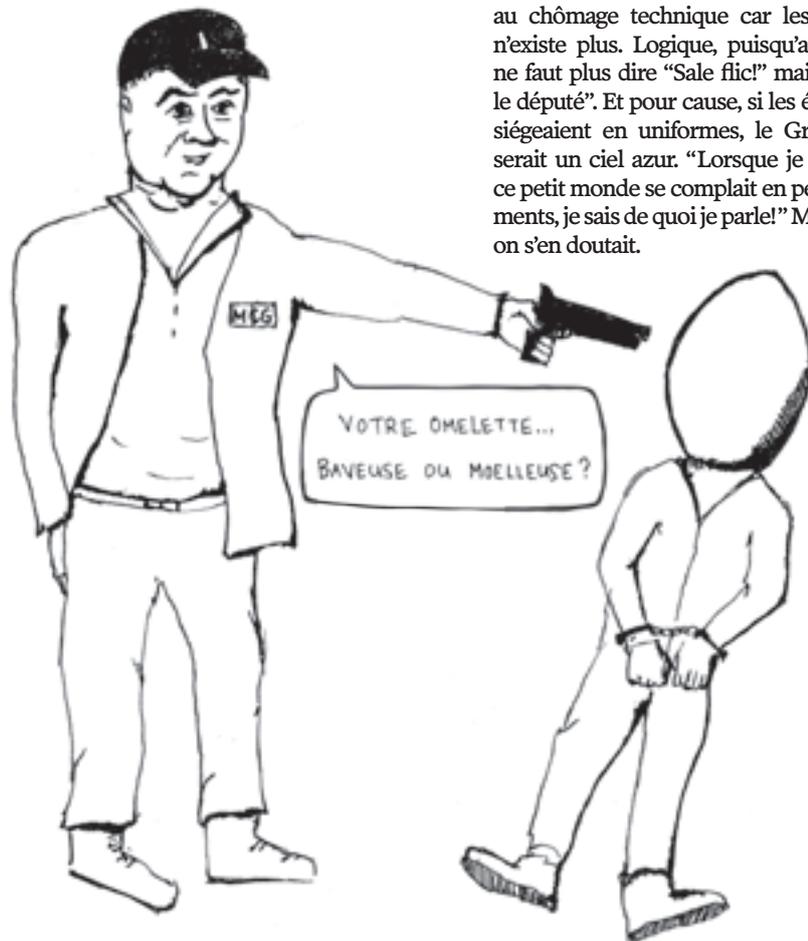
Condamner un policier, même couvert de sang, c'est s'exposer aux foudres de ce grand dénonciateur. Un justicier trop souvent au chômage technique car les bavures ça n'existe plus. Logique, puisqu'aujourd'hui il ne faut plus dire "Sale flic!" mais "Monsieur le député". Et pour cause, si les élus genevois siégeaient en uniformes, le Grand Conseil serait un ciel azur. "Lorsque je dis que tout ce petit monde se complait en petits arrangements, je sais de quoi je parle!" Merci Thierry, on s'en doutait.

## LA POLICE...

A Genève, lorsqu'on rentre dans un commissariat, il arrive de ne plus en sortir. Le 4 avril passé, un homme est "décédé subitement" au Nouvel Hôtel de Police après avoir été arrêté. Difficile d'en savoir plus à ce stade étant donné que les journalistes genevois se sont contentés de reprendre au mot près le communiqué de presse de la police cantonale.

## ...ASSASSINE

En octobre passé, pendant une intervention musclée de la police à Meyrin, un homme s'était aussi "brusquement effondré". Quelques mois plus tard, l'autopsie montre que ce sont les flics qui ont asphyxié le prévenu en le clouant au sol. Les deux policiers sont désormais accusés d'homicide par négligence.



# ÉPILATION: SOIN DE BASE?

Le bachelor en soins infirmiers de la Haute École de Santé genevoises réserve des surprises à ses étudiants.

Dans le module "Présentation" du cours "Accompagnement et soins", les enseignants insistent sur l'hygiène et l'aspect général des futurs infirmiers. Et le concept est large puisque le fait d'avoir des poils sous les bras pour les femmes est considéré comme "sale". Et pour qu'une infirmière puisse

travailler correctement, il faut qu'elle soit maquillée, ni trop, ni trop peu. Sinon ça va pas. Il n'y a aucune exigence similaire pour les hommes, bien sûr.

Grâce à la HEDS genevoise, tous ceux qui s'inquiètent de la déférlante de la théorie du genre, de la "perte de repère" de notre société peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Le stéréotype de l'infirmière maquillée et épilée et protégée en haut lieu.

## CURABILIS, ÉPISODE 1 UNE NOUVELLE PRISON À REMPLIR

Soixante ans déjà que nous l'attendions, cette cage dorée, ce petit bijou carcéral. Quelles surprises nous réserve-t-il ? Voici le premier épisode de la série «Curabilis», une plongée schématique dans le nouvel établissement pénitencier psychiatrique genevois, encore fermé aujourd'hui (l'ouverture était prévue pour fin avril 2014...); une prison qui s'inscrit dans un mouvement d'inflation sécuritaire généralisée en Europe et de création de nouvelles formes toujours plus nombreuses de ghettos carcéraux.

Curabilis emprisonnera trois «types» de détenus, répartis en autant d'unités.

\_ Les unités de mesures enfermeront des détenus dont la peine s'éternise sous le coup des articles 59, 60 et 64 du code pénal qui mettent en relation leur délit avec des addictions ou des troubles psychiques.

\_ L'unité de psychiatrie pénitentiaire remplacera celle de Belle-Idée pour traiter, sous ordre d'un médecin, les troubles mentaux des détenus au cours de leur incarcération.

\_ L'unité de sociothérapie (le fantôme de la défunte Pâquerette) se chargera des détenus qui présenteraient une inaptitude à vivre en respectant les lois ainsi qu'un comportement jugé anormal. On leur enseignera la socialisation et l'insertion à coups de « soins psychiatriques ou somatiques ».

Lier le délit au trouble mental (le "caractère symptomatique" du délit) ou à la personnalité d'un détenu, c'est donner un sens médical à l'hypothétique risque de récidive: tant que le détenu n'est pas «guéri», il reste un potentiel danger pour la société. À Curabilis, les médecins pourront diagnostiquer des «risques de récidive» pour enfermer des gens sans date de sortie.

Curabilis illustre l'évolution conjointe actuelle de la justice et de la médecine à des fins de contrôle social. Le rôle et l'importance du médecin dans le processus et les décisions judiciaires pèsent de plus en plus lourd. La justice ne juge plus seulement des actes punissables mais des personnalités, elle alourdit les

peines, et la médecine devient son outil; elle assure sa mission de surveillance, de sécurité et de normalisation sociale en diagnostiquant des formes de troubles toujours plus nombreuses et spécifiques. Prétendre soigner des personnes en milieu carcéral constitue l'hypocrisie de cette médecine inquisitrice. Curabilis est la nouvelle fabrique à détenus fous. Comment va-t-elle «soigner pour empêcher la récidive»? Comment les psychothérapeutes, les psychiatres, les physiothérapeutes et autres futurs protagonistes des guérisons mentales et sociales des détenus de Curabilis vont-ils transformer «le vilain métier de punir en gentil métier de soigner»?

Suite dans le prochain épisode...

### MESURES D'INTERNEMENT = PERPÉTUITÉ RÉELLE

SAURAS-TU DIFFÉRENCIER LE PRISONNIER SOUS MESURES DU PRISONNIER LAMBDA?



# JALOUSE DES USA, LA SUISSE VEUT SA NSA

LES DESSOUS DE PIERRE

Cela fait à peu près cinq ans que le Conseil Fédéral concocte dans notre dos une révision de la Loi sur les renseignements (LRens) et de la Loi sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (LSCPT).

En gros, mouchards électroniques, obligation pour les entreprises de télécommuni-

cation de récolter des informations sur les particuliers et de les refiler aux flics, filature et traquage dans des lieux publics et privés, base de donnée nationale et même internationale de renseignements personnels sur des personnes reliées de près ou de loin à un élément perturbateur de paix sociale, etc... Tout ça à retrouver dans les bacs!

Esquive se disait justement qu'on était pas encore assez surveillé, fiché, fliqué. Elle va se pencher avec ferveur et entrain sur les cinquante-taines de pages de blabla juridique que pèsent ces lois et reviendra avec plus de...

...RENSEIGNEMENTS.

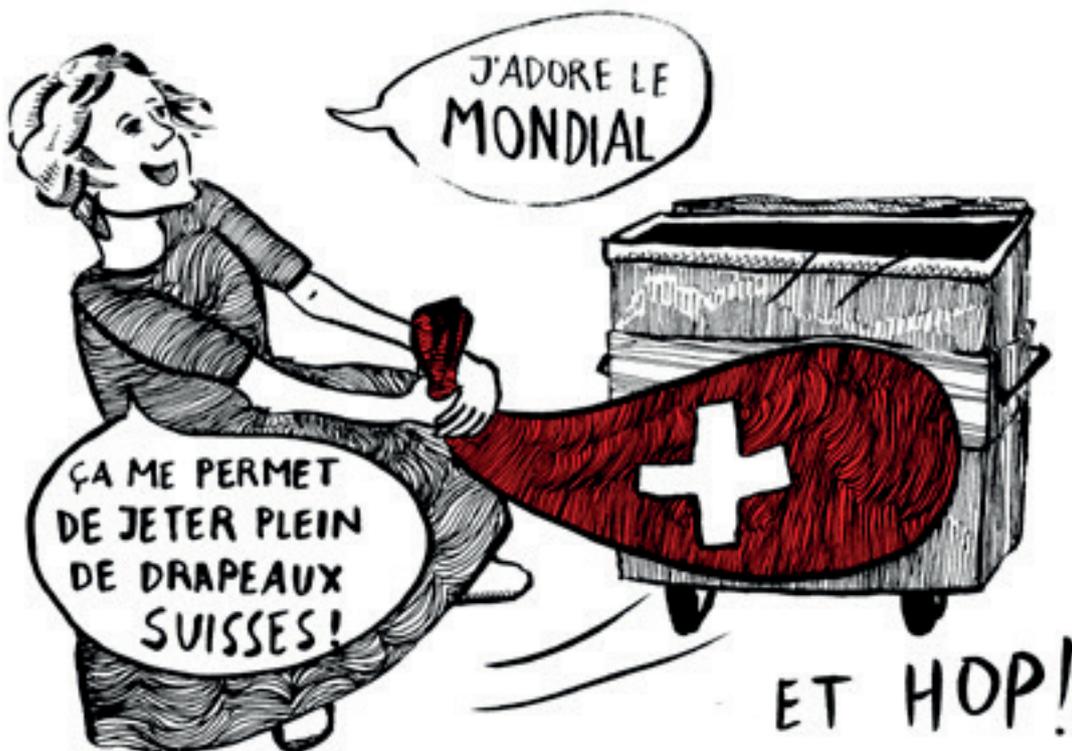
## C'EST LA LUTTE (DE POLICIERS) FINALE

Après la grève des contraventions fin mars 2014. Après une manifestation des fonctionnaires - de police? - début avril. Après les grève des casquettes et de la barbe commencées fin avril et toujours d'actualité. Après le vote du boycott de l'anniversaire des 200 ans de la Police genevoise et les premières menaces de débrayage au milieu du mois de mai. Après la grève de l'uniforme, une semaine plus tard. Les policiers genevois et leurs camarades matons menacent de muscler encore leurs actions. Et ils ont évidemment le soutien inconditionnel des médias romands mais aussi

celui, plus inattendu, de leurs véhicules de fonction. En effet, la palme de l'action d'éclat revient à cette voiture de police qui, fatiguée par ces mois d'actions sans résultat, a décidé de s'immoler par le feu devant la gare Cornavin dans la nuit du 28 au 29 mai. Espérons qu'elle puisse servir d'exemple.

Toutes ces actions, officiellement liées à des réformes salariales dans la fonction publique - le projet SCORE - tombent par un hasard certain en pleine phase de consultation de la Nouvelle loi sur la Police. Son examen par le Grand Conseil vient d'ailleurs d'être

repoussé à la fin du mois d'août 2014. Pendant que le SSP national liquidait la grève à Gate Gourmet avec l'aide de Pierre Maudet, les policiers continuaient à mélanger actions syndicales défensives et offensives. Et Christian Antonietti, président de l'Union du Personnel du Corps de Police déclarait sans rire en présentant le contre-projet du syndicat à la loi: «Aucun parti n'a participé à l'élaboration de ce contre-projet. Nous ne sommes pas le bras armé du MCG.» Non, ils en sont à la fois le corps qui le fait exister, la tête pour les idées pointues, et les mains sales.



**TOUS LES VENDREDIS**

[bouffepop@riseup.net](http://bouffepop@riseup.net)



# PLACE DE LA NAVIGATION

## ANNULÉ EN CAS DE PLUIE

COUP DE MAIN À 17H  
BOUFFE À 20H  
PRIX LIBRE

Ça fait plus d'un an maintenant qu'on cuisine tous les vendredis estivaux sur la place de la Navigation. Alors que Genève laisse si peu d'espace à la rencontre et à l'imprévu, on a choisi cet endroit parce que contrairement à beaucoup d'autres, on n'y croise pas seulement des banquiers dans leur costard et des diplomates dans leur baignole de luxe. Il se trouve qu'on n'a rien à partager avec ces gens-là.

L'Etat aménagé : les flics sont de plus en plus nombreux, les caméras de surveillance pullulent, les dalles de béton fleurissent, rendant nos rues de plus en plus grises et

acceptisées. Les bars chics se multiplient, les loyers augmentent, on expulse des locataires endettés et la spéculation immobilière se porte bien. Tout semble indiquer qu'une partie de la population n'est plus la bienvenue au centre ville. On ne pourra pas grand chose contre ça en restant chacun et chacune chez soi.

Voilà pourquoi on utilise cette place pour faire connaissance, briser un peu l'isolement, échanger un peu sur nos galères, nos désirs et nos colères autour d'un repas hebdomadaire commun. Il est important pour nous que la cuisine cesse de reposer sur

l'exploitation des femmes par les hommes et le fait de bien manger sur l'exploitation des pauvres par les riches. On a envie de préparer les repas sur place, et avec qui veut. On fait ça pour le plaisir, sans chef et sans responsable, pour que tout le monde puisse en profiter, avec ou sans thune. Chacun et chacune est donc libre de participer au coût du projet à la hauteur de ses moyens ou pas.

Et pour celles et ceux que ça intéresse, on emporte avec nous les lectures qui nous parlent et qui peuvent nourrir réflexions et discussions.

# HAUTE TRAHISON SYNDICALE A L'AÉROPORT DE GENÈVE

**Après 260 jours, la grève à Gate Gourmet, entreprise de restauration de l'aéroport de Genève, a pris fin le 31 mai 2014.**

En Suisse romande, c'est la deuxième fois en deux ans qu'une grève se termine par le licenciement des employés en lutte, les grévistes de l'Hôpital de la Providence à Neuchâtel ayant subi le même sort en 2013. Le Syndicat des Services Publics (SSP) avait alors dénoncé les licenciements, comme toute organisation qui prétend défendre des salariés se doit de le faire. Aujourd'hui, au contraire, la direction de ce même syndicat signe un accord qui prévoit le licenciement des grévistes.

En septembre 2013, une vingtaine de travailleurs de Gate Gourmet se mettent en grève pour protester contre la suppression de leur Convention collective de travail (CCT). Pendant de longs mois, cette grève attire l'attention sur le dumping salarial à Cointrin et d'autres entreprises risquent un conflit collectif (voir Esquive de décembre 2013 et mars 2014). Comme le disait le Baron Noir,

la feuille d'info du SSP groupe trafic aérien de Genève en mars: «Cointrin est une poudrière qui attend son allumette». Les bureaucrates du siège central du syndicat viennent de jeter un seau d'eau glacée sur la poudrière en négociant un accord indigne dans le dos des grévistes (voir page suivante le commentaire de SSP trafic aérien et les détails de l'accord).

Cette fin amère de la grève à Gate Gourmet, nous montre que, en dépit de la bonne foi des délégués de base et de certains syndicalistes, on finit toujours par se faire rattraper par les logiques de la machine syndicale. Au lieu de soutenir les travailleurs en lutte, la reproduction de l'appareil syndical prend le pas sur leur combat. La paix du travail et son lot de cotisations patronales priment sur la défense des travailleurs. Quand l'intérêt du syndicat entre ouvertement en conflit avec celui de ses membres, on les envoie balader. Et tant pis pour leur gueule.

Sur le plan tactique, la direction du syndicat et quelques bonnes âmes de gauche, prenant les grèves pour des referendums, imputent l'échec de la grève à Gate Gourmet au fait que seule une minorité des travailleurs a eu le courage de se mobiliser.

Esquive trouve bien curieuse l'idée que les travailleurs doivent se la fermer face aux dégradations de leurs conditions de travail, tant qu'ils ne sont pas 51% à vouloir réagir. La question de la pression sur l'activité économique d'une entreprise ne se pose pas tant au niveau numérique que dans l'efficacité des pratiques.

Dans ce sens, les comités de soutien des grèves pourraient assumer un rôle qui aille au delà des tâches d'un service de communication et devenir un outil pour rendre le blocage effectif. Et si la prochaine fois, comme à la grève chez Gate Gourmet à Düseldorf, les camions se faisaient intercepter au moment de la livraison ?

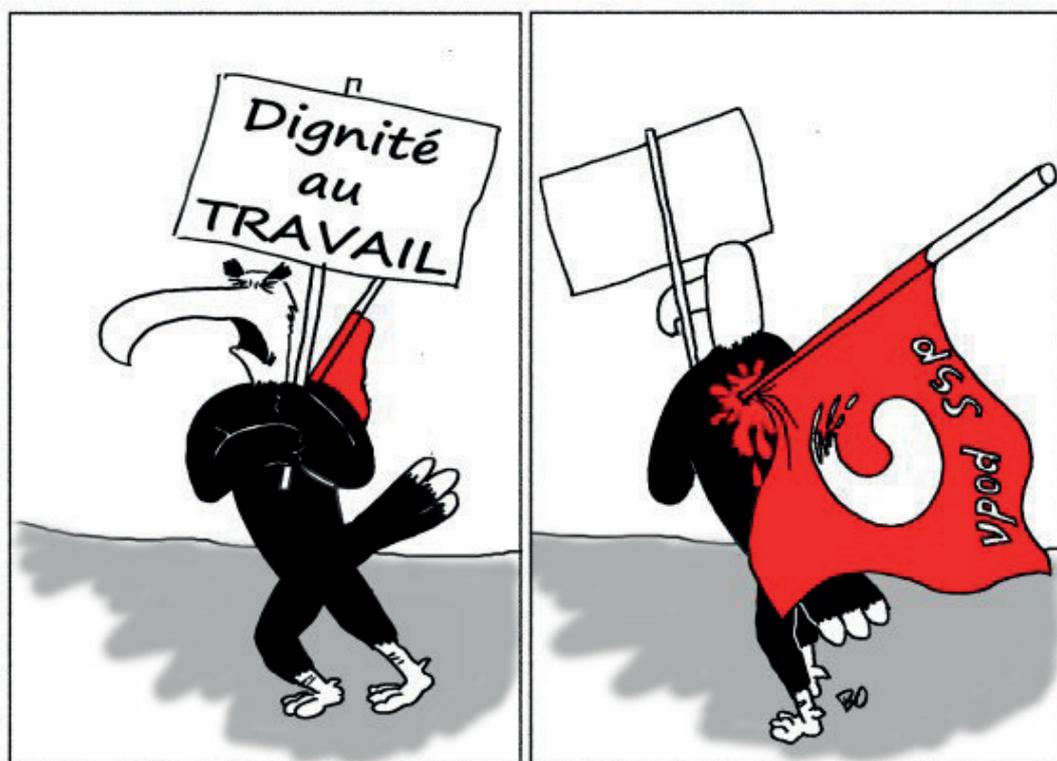


Illustration  
tirée du  
bulletin  
syndical  
**Le Baron Noir**

“Les brèves de l'aéroport  
par le SSP”  
sspta.ch

# LES GRÉVISTES POIGNARDÉS PAR LEUR PROPRE SYNDICAT!

Extrait du site SSP Trafic Aérien  
www.sspta.ch

«C'est dans le plus grand secret que Madame Katharina Prelicz, Présidente du SSP, et Monsieur Stefan Giger, secrétaire général sont allés négocier avec Monsieur Pierre Maudet et la direction de Gate Gourmet.

En résulte un accord indigne des principes de base de la défense des travailleurs de notre pays, qui bafoue l'action syndicale et la défense des bas salaires, met le

SSP pieds et poings liés à l'aéroport par l'interdiction d'exercer certains des droits syndicaux de base dans notre pays, et surtout a bradé et traité de manière inhumaine les grévistes de Gate Gourmet qui étaient le fer de lance d'un combat anti-dumping qui n'affectait de loin pas que la seule Gate Gourmet.

Cette grève, dure et longue, était à l'image des conditions de travail indignes de plus en plus largement imposées à Genève Aéroport et ailleurs en Suisse et dans le monde et de ce qui en découle

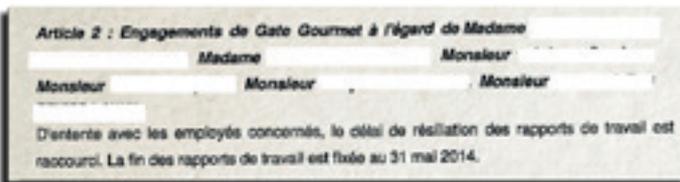
fatalement : des vies de misère longues et dures, que seul Yves Mugny et les délégués syndicaux du SSP Trafic Aérien osaient combattre ouvertement.

Cette abdication du SSP devant l'appétit financier destructeur des grands groupes présents à Genève Aéroport à peine combattu par les politiciens de notre canton malgré leurs belles promesses (qui n'engagent que ceux qui les écoutent), ouvre grand la voie à l'ultra-libéralisme tel que nous le connaissons dans les pays anglo-saxons. [...]»

## EXCLUSIF ESQUIVE L'ACCORD DE CAPITULATION DU SSP NATIONAL

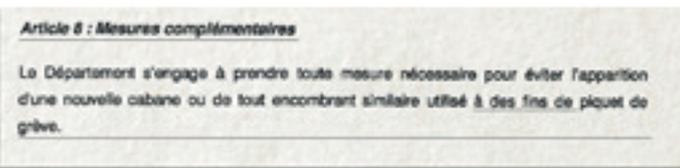
Les manigances des bureaucrates syndicaux étaient censées rester secrètes pour essayer de tasser l'affaire. Raté! ESQUIVE s'est procuré l'accord et vous en propose quelques extraits. À vomir.

### GRÉVISTES LICENCIÉS, TOUT VA BIEN POUR LE SSP.



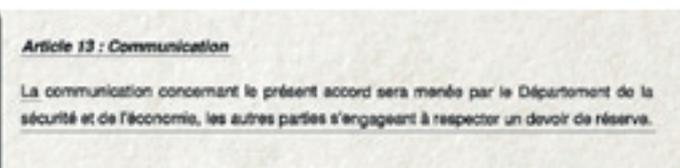
Art. 2 de l'accord tripartite entre l'État, Gate Gourmet et le SSP national

### GATE GOURMET, EXPLOITE PÉPÈRE. L'ÉTAT TE PROTÈGE.



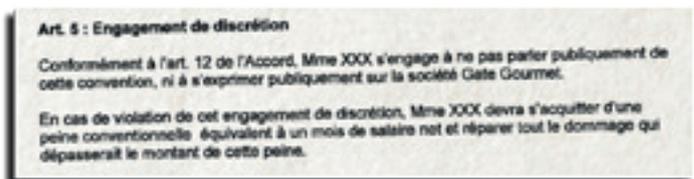
Art. 8 de l'accord tripartite

### SYNDICAT : LA FERME!



Art. 13 accord tripartite

### GRÉVISTES : LA FERME !



Art. 5 de la convention d'accord entre Gate Gourmet et les grévistes

La seule contrepartie obtenue est une vague promesse de l'employeur d'entamer des négociations sur une éventuelle nouvelle CCT de branche sur la base de la CCNT de l'Hôtellerie-Restaurant (Art. 4 accord tripartite). Cerise sur le gâteau, souvenez-vous, les employés de Gate Gourmet se sont mis en grève contre l'imposition de la part de la direction d'une nouvelle CCT au rabais. Le syndicat n'arrive qu'à obtenir un engagement de la part de Gate Gourmet que cette même CCT merdique ne soit pas revue ultérieurement à la baisse jusqu'à 31 décembre 2015... (art. 3 accord tripartite) Une belle victoire pour ces fins négociateurs!

Bien sûr les grévistes ont signé l'accord. Seulement, il était clair que le syndicat national menaçait les indemnités des grévistes, et ce dès mai. Il ne restait donc que le choix entre un mauvais accord et ne pas toucher de salaire. En réponse à toute cette mascarade Yves Mugny, syndicaliste en charge de Gate Gourmet, à préféré démissionner.

# LE PETIT DICTIONNAIRE ILLUSTRÉ D'ESQUIVE L'ÉCHANGE

Dans notre société les travailleurs vendent leur force de travail aux patrons. Ceux qui ne vendent pas directement leur force de travail parce qu'ils y sont obligés, les chômeurs mais pas les rentiers par exemple, sont pris dans les rapports de production de la même façon que les travailleurs.

Les chômeurs permettent aux patrons d'avoir une population disponible au cas où la production nécessite plus de main d'œuvre, tandis qu'ils la virent quand ils n'en n'ont plus besoin. En plus, les chômeurs permettent de rappeler à ceux qui bossent que ça pourrait bien leur arriver. Leur utilisation est donc déterminée par les besoins en main d'œuvre de la production.

Ils partagent donc les mêmes intérêts que l'ensemble des travailleurs: détruire le travail dans la société capitaliste parce que c'est le lieu de l'exploitation, c'est-à-dire détruire le capitalisme. C'est pour ça que quand on dit travailleurs on parle de tous ceux qui sont exploités par les patrons, les travailleurs occupés et les travailleurs inoccupés. A c'est le capital de départ que les patrons ont parce que ce sont des bourgeois et qu'ils ont accumulé depuis des générations un petit pactole sur le dos des travailleurs (ou qu'ils ont emprunté à d'autres capitalistes). Avec ce

capital de départ (A) ils achètent des marchandises, les M. Avec ces M (des marchandises), ils font quelque chose. Soit ils les transportent d'un point à un autre, soit ils les transforment, soit ils les utilisent... Et puis ils les revendent et touchent une somme d'argent c'est le A2. Mais dans l'histoire ce qui compte c'est le bout de la chaîne, le M2 et le A2.

Pour les travailleurs, une fois qu'ils ont acheté toutes les marchandises nécessaires à leur survie (les M2), il ne leur reste pas grand-chose, voire rien. Ils ont pas de quoi avoir un petit surplus qu'ils peuvent entasser et faire fructifier.

La valeur de M1 (la force de travail) est égale à la valeur de M2 (les marchandises nécessaires à la reproduction de la force de travail, ce qu'il faut pour vivre), l'argent (A) sert juste à l'échange.

Les patrons dans leur circuit se débrouillent pour que le A2 soit supérieur à A1, sinon ça sert à rien de bosser disent-ils. Ils vont pas investir de l'argent pour rien récupérer en plus à la fin, ce plus c'est la plus-value.

Dans la société capitaliste, les travailleurs ne retirent rien en plus tandis que les patrons eux oui.

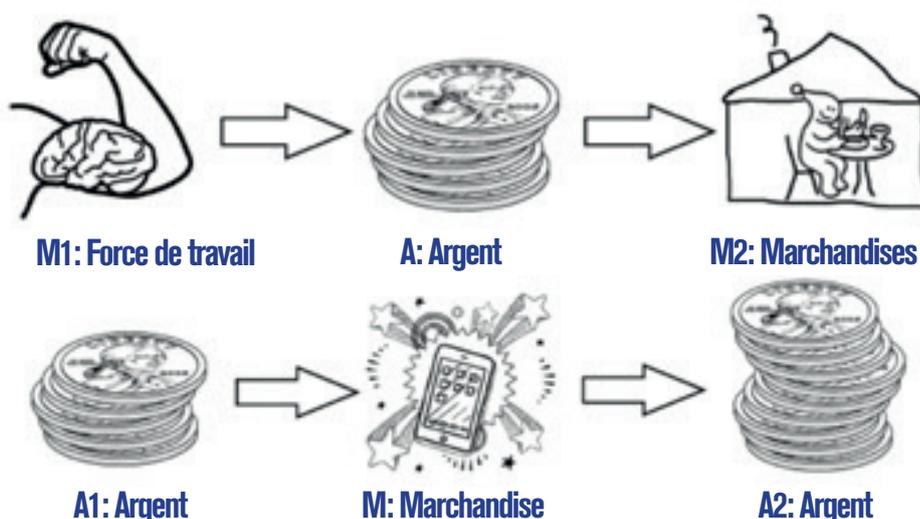
Ils affirment prendre des risques en investissant de l'argent qu'ils ne sont pas sûrs de récupérer. Mais, le risque est pratiquement toujours supporté par les travailleurs. Quand y'a plus besoin de main d'œuvre, c'est eux qui bougent, pas les patrons qui s'endettent. Et puis c'est pas les patrons qui crèvent au boulot.

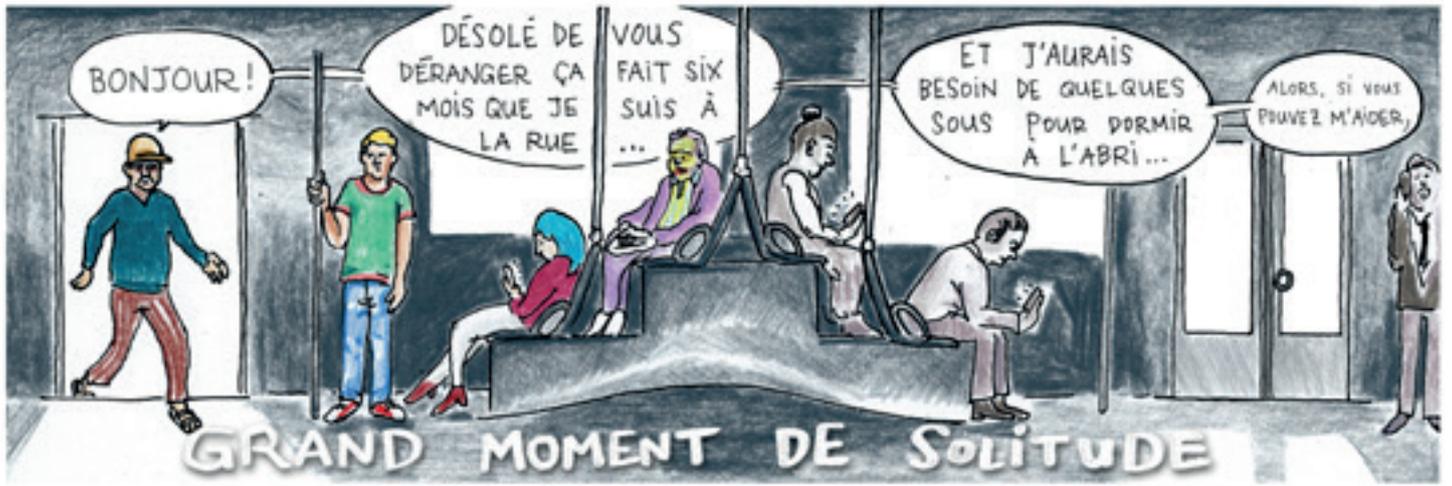
Si les patrons s'enrichissent c'est qu'ils prennent l'argent quelque part. Plusieurs façons de le faire, c'est ce qu'on appelle l'extraction de la plus value.

Les travailleurs échangent la seule marchandise qu'ils ont, leur force de travail, contre de l'argent pour s'acheter des marchandises C'est le circuit M1 – A – M2.

M c'est la force de travail, que les travailleurs échangent contre A, c'est le salaire. Et avec A, ils achètent les choses dont ils ont besoin pour vivre, d'autres marchandises, les M'.

Les patrons, eux ils font autrement, ils échangent de l'argent contre une marchandise pour récupérer de l'argent. C'est le circuit A1 – M – A2.





## Le Nord perdu de... **SANDRINE SALERNO**

« Vous voulez que les choses changent?  
Mais engagez-vous en politique! Choisissez un parti! »

Voilà ce que Sandrine Salerno déclarait à un jeune homme lors du cortège du 1<sup>er</sup> mai 2014. Aux yeux de la socialiste, il n'y aurait qu'un modèle possible pour changer le monde: devenir un jeune politicien aux dents longues - devenir Sandrine Salerno. Comment en est-elle arrivée là?

Licenciée en Sciences politiques, Sandrine se lance dans la défense des droits de l'homme dans les années 90. Présente aux Forums sociaux altermondialistes de l'époque, elle rêve alors que Genève devienne «le point de convergence pour les divers mouvements anti-mondialistes». Une fois élue au Conseil communal de Genève, sa carrière politique prend le pas sur sa carrière contestataire. Elle se trouve une planque de collaboratrice scientifique à l'Université en 2001 - où elle écrit de très beaux textes pour former les flics à appréhender «la diversité culturelle» -, se forme au management public, puis rejoint le Département de l'instruction publique en 2006.

Elle est élue Conseillère administrative de la Ville de Genève en 2007. Là, elle pistonne ses potes aux postes de pouvoir. Ainsi, le vert Boris Drahusak

devient chef des RH de la ville en 2011 avec comme seule compétence le fait que sa fille est la filleule de Sandrine. Politiquement ainsi qu'affectivement, un virage à droite s'amorce à cette époque. En 2013, elle quitte Carlo Sommaruga pour Gary Bennaïm, analyste immobilier et élu PLR. Les deux amoureux font campagne pour privatiser Naxoo. Sans succès.

Quel est le dernier coup de Sandrine Salerno? Le 29 avril 2014, une dizaine de personnes occupent une maison vide, propriété de la Ville de Genève, à la Servette. La Gérance immobilière (GIM), dont elle est en charge, est contactée pour des négociations. En vain. La GIM porte plainte. Cela se matérialise en quelques minutes sous la forme de Robocops qui arrêtent les occupants de la villa et leurs sympathisants. Bilan: 30 heures de garde à vue par tête de pipe et 16'000 francs d'amende cumulés. À ce jour, la maison est toujours vide. Beau boulot pour celle qui, devant les États généraux de la nuit à l'Usine en 2011, regrettait le bon vieux temps des squats de Rhino et de la Tour.

Engagez-vous, qu'elle disait...



**RETROUVE TOUS LES ANCIENS NUMÉROS D'ESQUIVE EN LIGNE!**



**ESQUIVE.NOBLOGS.ORG**

Et si tu veux t'abonner, écris-nous à **esquive@riseup.net**